

Droit des étrangers

Éloignement 22 mars 2021

Retour dans le pays d'origine : la « qualité » de réfugié insuffisante à établir une présomption de persécution ?

La cour administrative d'appel de Bordeaux confirme la légalité d'une décision fixant le pays de nationalité pour l'exécution d'une interdiction du territoire français contre un étranger dont le statut de réfugié a été révoqué en application de l'article L. 711-6 du Ceseda mais qui bénéficie toujours, de ce fait, de la qualité de réfugié.

Saisie par un étranger dont le statut de réfugié a été révoqué, en application de l'article L. 711-6 du Ceseda, du fait que sa présence en France constitue une menace grave pour la sûreté de l'État, la cour administrative d'appel de Bordeaux a, le 8 février 2021, rejeté sa demande d'annulation de la décision préfectorale fixant son pays de nationalité comme pays de renvoi.

La cour considère notamment que :

- bien qu'il n'ait été privé que du « statut » de réfugié et qu'il bénéficie toujours de la « qualité » de réfugié, de par la menace qu'il représente, l'intéressé ne peut plus se prévaloir des stipulations de l'article 33 de la Convention de Genève prohibant le refoulement des réfugiés ;
- l'intéressé n'établit pas qu'en cas de retour dans son pays, il existe un risque sérieux qu'il y soit soumis à la peine de mort, à la torture ou à d'autres peines ou traitements inhumains ou dégradants au sens des articles 3 de la Convention européenne des droits de l'homme et 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Un arrêt en totale contradiction avec l'avis de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) du 14 février 2020 dans lequel le juge de l'asile, sollicité à ce propos, dans cette même affaire, a estimé qu'un réfugié privé de son statut en vertu de l'article L. 711-6 du Ceseda jouit toujours la qualité de réfugié et ne peut donc, « en tant que tel », être éloigné vers son pays d'origine, quel qu'ait été son comportement sur le territoire français.

Remarque : dans cette affaire, un ressortissant russe d'origine Tchétchène s'était d'abord vu reconnaître la qualité de réfugié en raison de sa crainte d'être persécuté pour un motif politique. Toutefois, en 2015, il avait été condamné pénalement (pour menaces de crime ou de délit à l'encontre d'une personne chargée d'une mission de service public, acte d'intimidation envers cette même personne et apologie publique du terrorisme), ce qui avait déclenché la procédure de retrait prévue par l'article L. 711-6 du Ceseda. Une condamnation assortie d'une ITF dont le préfet de Haute-Garonne procédait à l'exécution d'office en fixant la Russie comme pays de destination. Cette décision a été déférée à la CNDA, pour avis, en vertu de l'article 731-3 du Ceseda, qui permet à un réfugié visé par une mesure de refoulement au sens de l'article 33 de la Convention de Genève de demander l'avis du juge de l'asile sur le maintien ou l'annulation de celle-ci. Débouté par le tribunal, nonobstant un avis qui lui était favorable, l'intéressé demandait alors à la cour administrative d'appel de Bordeaux d'annuler l'arrêté litigieux, ce dont il fût aussi débouté.

Les juges de Bordeaux écartent la garantie de non-refoulement de l'article 33...

Dans son arrêt, la cour estime d'abord que, dès lors qu'une personne est déchue de son statut de réfugié en raison de la menace grave qu'elle constitue pour la société, elle ne peut se prévaloir des stipulations de l'article 33, paragraphe 1 de la Convention de Genève instituant une protection contre le refoulement.

Remarque : ce paragraphe stipule plus précisément qu'« aucun des États Contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions ».

Pour les magistrats, en effet, il convient, dans ce genre de circonstances, de faire application du paragraphe 2 de l'article 33 qui prive de la garantie de non-refoulement le réfugié « qu'il y aura des raisons sérieuses de considérer comme un danger pour la sécurité du pays où il se trouve ou qui, ayant été l'objet d'une condamnation définitive pour un crime ou délit particulièrement grave, constitue une menace pour la communauté dudit pays ».

La cour relève, à cet égard, que le comportement de l'intéressé ne s'est pas amélioré depuis sa condamnation par la cour d'appel de Colmar en 2015 pour « des faits particulièrement graves », « les pièces du dossier démontrant au contraire la persistance d'une attitude menaçante, paranoïde et instable, ainsi que des propos à caractère religieux radicaux », que ce dernier représente bien une menace grave pour la société au sens du paragraphe 2 de l'article 33 de la Convention de Genève et qu'il ne peut donc se prévaloir de la protection instituée par le paragraphe 1 de cet article.

Remarque : la CNDA elle-même avait souligné le comportement problématique de l'intéressé dans sa décision du 26 juillet 2019, rejetant, du fait de la menace grave qu'il représente pour la société, son recours contre la décision de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides de mettre fin à son statut en application de l'article L. 711-6 du Ceseda (CNDA, 26 juill. 2019, n° 17053942).

... et estiment que la « qualité » de réfugié ne fait pas présumer de risques encourus dans le pays d'origine

Après avoir écarté la garantie de non-refoulement de l'article 33 de la Convention de Genève, la cour administrative d'appel de Bordeaux répond au requérant sur le terrain de l'article L. 513-2 du Ceseda, en vertu duquel un étranger ne peut être éloigné à destination d'un pays s'il établit que sa vie ou sa liberté y sont menacées ou qu'il y est exposé à des traitements contraires aux stipulations de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Pour les juges de Bordeaux, la « qualité » de réfugié (qu'ils ne contestent pas en l'espèce) ne fait manifestement pas présumer de risques en cas de retour dans le pays d'origine. Ainsi, il appartient à celui qui n'a été privé que de son « statut » de réfugié et qui conserve sa « qualité » de réfugié de rapporter la preuve qu'il serait nécessairement exposé à des risques pour sa vie en cas de renvoi dans son pays d'origine.

Au-delà de l'avis précité rendu par la CNDA le 14 février 2020, qui lui était favorable, le requérant avait, notons-le, obtenu de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) la suspension provisoire de la décision de renvoi (jusqu'au 17 mars 2020). Mais ni la position du juge de l'asile, ni celle du président de la Cour européenne n'ont convaincu la cour administrative d'appel de Bordeaux de la persistance des risques encourus en cas de retour dans son pays de nationalité.

Elle retient à ce titre :

- que l'intéressé ne donne aucune précision sur la réalité de ces risques ni ne produit aucun document de nature à en établir la teneur (les juges relèvent à cet égard que l'intéressé ne rapporte aucune preuve de ce qu'il aurait communiqué à la Cour de Strasbourg les documents qui lui avaient été demandés dans le délai qui lui était imparti et qui expirait après la date à laquelle a été rendu le jugement déféré) ;

Remarque : il convient d'observer ici que dans le contentieux de l'excès de pouvoir, si la légalité d'une décision est appréciée à la date à laquelle elle a été prise, la cour prend ici en considération des éléments qui lui sont postérieurs alors qu'ils sont habituellement écartés.

- que le « témoignage » d'un responsable associatif produit par l'intéressé à l'appui de son recours « se borne à indiquer » qu'il serait sur une liste des individus déclarés en lien avec une activité extrémiste et ne fait état d'aucun élément circonstancié de nature à établir la réalité des risques que celui-ci encourrait en cas de retour en Russie.

Remarque : on notera que, alors que la cour administrative d'appel se montre exigeante sur le terrain probatoire à l'égard du requérant, elle se satisfait en revanche des seules observations du préfet qui soutenait pour sa part, « sans être contredit », que l'intéressé n'a fait l'objet d'aucune condamnation en Russie et qu'il n'était pas établi qu'il y serait recherché.

Une position aux antipodes de celle de la CNDA

La position de la cour s'avère particulièrement singulière au regard du droit de l'Union et de l'avis rendu un an auparavant par la CNDA, qui plus est à propos du même litige, laquelle avait rappelé que « La France est tenue de respecter les obligations qui lui incombent en matière de protection des réfugiés en application du droit de l'Union européenne ».

Remarque : dans le même sens, dans plusieurs décisions du 19 juin 2020 (CE, 19 juin 2020, n° 428140, 416032-416121, 422740, 425231), le Conseil d'État considère que la personne qui se voit retirer le statut de réfugié sur le fondement de l'article L. 711-6 du Ceseda conserve la qualité de réfugié et certains droits attachés à cette qualité, notamment « la protection contre le refoulement vers un pays où sa vie ou sa liberté serait menacée ».

Ainsi, pour le juge de l'asile, la France ne peut pas déroger au principe du non-refoulement en se fondant sur le paragraphe 2 de l'article 33 de la Convention de Genève du seul fait de la menace qu'un réfugié dont le statut a été révoqué représenterait si son refoulement lui ferait courir le risque d'être exposé à des traitements prohibés par l'article 4 de la charte des droits fondamentaux de l'UE et en violation de son article 19, paragraphe 2.

Or, en l'occurrence, dans son avis du 14 février 2020, la CNDA estimait que l'intéressé justifiait, « en tant que réfugié », d'une crainte fondée d'être persécuté pour un motif politique en cas de retour en Russie. Sa « qualité » de réfugié faisait donc bien présumer des risques encourus dans le pays d'origine.

Remarque : de l'avis du juge de l'asile, la décision du préfet fixant cette dernière comme pays de renvoi était donc « contraire aux obligations de la France découlant du droit à la protection des réfugiés contre le refoulement » et devait être annulée en tant qu'elle décide de l'éloignement du requérant vers son pays d'origine.

Selon nos informations, un pourvoi a été introduit contre l'arrêt des juges de Bordeaux. De plus, la CEDH a finalement prolongé la suspension de la décision de renvoi jusqu'à ce que la requête au fond soit jugée. Un arrêt est ainsi également attendu, dans un futur plus lointain, du côté de la Cour de Strasbourg.

Christophe Pouly, avocat

► [CAA Bordeaux, 6ème ch., 8 févr. 2021, n° 20BX01494](#)

Études concernées

- ▶ Interdiction judiciaire du territoire
- ▶ Pays de destination
- ▶ Conditions d'octroi des protections internationales

© Editions Législatives 2021 - Tout droit de reproduction réservé